

**Patrice BRETON**

*Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit*

*Expert-comptable*

*Conseil Régional de Paris IDF*

*Commissaire aux comptes*

*Compagnie Régionale de Paris*

Patrice BRETON

*Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit*

*Expert-comptable*

*Conseil Régional de Paris IDF*

*Commissaire aux comptes*

*Compagnie Régionale de Paris*

**ASSOCIATION ADIL 77**

Siège social : 52, rue de l'Abreuvoir

77100 MEAUX

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

Aux membres de l'association,

**I - Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADIL 77 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **II - Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

J'ai effectué ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur la première application du règlement ANC 2022-06 tel ue précisé dans la paragraphe 1 « Principes comptables et méthodes de bases » de l'annexe comùptable.

## **III - Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L 821-53et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que **les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.**

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **IV. – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## **V. – Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

## **VI. – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une

erreur, car la faute peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LA ROCHETTE, le 3 avril 2026

  
Patrice BRETON  
Commissaire aux comptes



ACTIF	EXERCICE 2025			EXERCICE 2024
	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	Valeur nette
Constructions	241 376	227 059	14 318	19 134
Agencements, installations	102 724	81 656	21 068	26 097
Matériel de transport	-	-	-	-
Matériel de bureau	3 415	3 415	-	-
Matériel informatique	29 217	18 071	11 146	7 884
Mobilier de bureau	7 890	7 316	574	784
Dépôts et cautionnements	4 046	-	4 046	4 046
Acompte sur Immo	-	-	-	-
<b>Actif immobilisé</b>	<b>388 669</b>	<b>337 518</b>	<b>51 152</b>	<b>57 946</b>
Subventions à recevoir	44 731	-	44 731	47 712
Prod. et Rbts. divers à recevoir	28 000	-	28 000	2 250
IJ à Rrecevoir	309	-	309	-
<b>Créances</b>	<b>73 040</b>	<b>-</b>	<b>73 040</b>	<b>49 962</b>
Disponibilités Livret A	73 770	-	73 770	72 211
Disponibilités	553 078	-	553 078	478 471
<b>Total</b>	<b>626 848</b>	<b>-</b>	<b>626 848</b>	<b>550 682</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>9 814</b>	<b>-</b>	<b>9 814</b>	<b>8 194</b>
<b>Total actif circulant</b>	<b>709 702</b>	<b>-</b>	<b>709 702</b>	<b>608 838</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>1 098 371</b>	<b>337 518</b>	<b>760 853</b>	<b>666 783</b>

PASSIF	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
Résultats antérieurs	497 234	359 707
Réserve de trésorerie	25 008	25 008
Résultat de l'exercice	15 334	137 527
Subventions d'investissement	5 400	7 200
<b>Fonds propres</b>	<b>542 976</b>	<b>529 441</b>
Dépôts et cautionnements	-	-
<b>Dettes financières</b>	-	-
Provision congés payés	38 909	32 486
Provision primes vacances, assiduité et CP	35 937	33 490
Urssaf	26 178	16 925
Mutuelle	1 583	1 480
Caisses de retraite et de prévoyance	8 727	5 847
Provision départ en retraite	39 538	33 663
Taxe sur les salaires	5 445	3 745
Formation professionnelle	-	-
TVA à décaisser + sur factures à établir	-	-
Prélèvement à la Source	1 365	567
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>157 682</b>	<b>128 203</b>
Charges à payer	12 070	9 138
Indemn. Journalière à reverser	-	-
Créditeurs divers	-	-
<b>Autres dettes</b>	<b>12 070</b>	<b>9 138</b>
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>48 125</b>	-
<b>Total des dettes</b>	<b>217 877</b>	<b>137 342</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>760 853</b>	<b>666 783</b>

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Produits d'exploitation</b>		
Ventes de services		
Prestations de services	67 850	2 550
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	650 622	766 257
Cotisations	2 640	4 400
Reprise Quote part Subv.	1 800	-
Autres Produits gestion courante	19 118	-
Reprise sur Provisions	-	31 656
<b>Total I</b>	<b>742 030</b>	<b>804 863</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Charges externes	157 712	146 978
Impôts, taxes et versements assimilés	21 280	21 642
Salaires et Traitements	375 243	365 717
Charges sociales	151 458	132 102
Autres Charges gestion courante	1 100	-
Dotations aux amortissements	15 306	14 025
Dotations aux provisions	5 874	6 477
<b>Total II</b>	<b>727 973</b>	<b>686 940</b>
<b>Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>14 057</b>	<b>117 923</b>
<b>Produits financiers</b>		
Uniformation	-	-
Produits financiers	1 840	2 104
<b>Total III</b>	<b>1 840</b>	<b>2 104</b>
<b>Charges financières</b>		
Charges financières	562	612
<b>Total IV</b>	<b>562</b>	<b>612</b>
<b>Résultat financier (III-IV)</b>	<b>1 278</b>	<b>1 493</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	-	16 422
Intérêts Moratoires	-	-
Reprise Quote Part Subv.	-	1 800
<b>Total V</b>	<b>-</b>	<b>18 222</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Charges exceptionnelles	-	110
<b>Total VI</b>	<b>-</b>	<b>110</b>
<b>Résultat exceptionnel (V-VI)</b>	<b>-</b>	<b>18 112</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>743 870</b>	<b>825 189</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI)</b>	<b>728 535</b>	<b>687 662</b>
<b>EXCEDENT / DÉFICIT</b>	<b>15 334</b>	<b>137 527</b>

## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2025

### 1. Principes comptables et méthodes de bases

Les comptes annuels de l'exercice 2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2022 - 06.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

### 2. Objet social de l'entité

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement de Seine-et-Marne (ADIL) dont le siège est situé au 52 rue de l'Abreuvoir, 77100 Meaux, est une association régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901, faisant l'objet d'un agrément par arrêté ministériel en date du 19 mai 2010 et relevant des dispositions des articles L366-1 et R366-5 à 8 du code de la construction et de l'habitation (CCH). L'ADIL est rattachée au réseau ANIL-ADIL et a pour mission de délivrer une information neutre, gratuite et indépendante sur toutes les questions juridiques, fiscales et financières en matière de logement. Cette information est délivrée aux particuliers sans discrimination de revenus, de sexes, de religion ... ainsi qu'aux professionnels, collectivités locales ou toute autre institution.

### 3. Immobilisation et amortissements

Tableau des mouvements des immobilisations  
(montants bruts)

	Début d'exercice	Acquisitions	Diminutions	Fin d'exercice
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Constructions	241 376	0	0	241 376
Agencement & install.	109 979	0	7 255	102 724
Matériel de transport	0	0	0	0
Matériel de bureau	3 415	0	0	3 415
Matériel informatique	20 705	8 512	0	29 217
Mobilier de bureau	7 890	0	0	7 890
	<b>383 367</b>	<b>8 512</b>	<b>7 255</b>	<b>384 623</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
Prêts	0	0	0	0
Dépôts & cautionnements	4 046	0	0	4 046
	<b>4 046</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 046</b>
<b>TOTAL</b>	<b>387 413</b>	<b>8 512</b>	<b>7 255</b>	<b>388 669</b>



### Tableau des mouvements des amortissements

	Début d'exercice	Dotations	Sorties de l'actif	Fin d'exercice
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Constructions	222 242	4 817	0	227 059
Agencement & install.	83 504	5 407	7 255	81 656
Matériel de transport	0	0	0	0
Matériel de bureau	3 415	0	0	3 415
Matériel informatique	12 821	5 250	0	18 071
Mobilier de bureau	7 106	210	0	7 316
	<b>329 089</b>	<b>15 684</b>	<b>7 255</b>	<b>337 517</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
Prêts	0	0	0	0
Dépôts & cautionnement	4 046	0	0	4 046
	<b>4 046</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 046</b>
<b>TOTAL</b>	<b>333 135</b>	<b>15 684</b>	<b>7 255</b>	<b>341 563</b>

#### 4. Comptes de régularisation

Le bilan comporte les postes suivants :

Subventions à recevoir	44 731
Produits à recevoir	28 309
Charges constatées d'avance	9 814
Charges à payer	12 070

#### 5. Echéances des créances et dettes

	Montant brut	Echéances	
		< 1 an	>= 1 an
<b>CREANCES</b>			
Créances actif immobilisé			
Prêts	0		0
Dépôts & cautionnements	4 046		4 046
Créances de l'actif circulant	73 040	73 040	
<b>TOTAL</b>	<b>77 086</b>	<b>73 040</b>	<b>4 046</b>

	Montant brut	Echéances	
		< 1 an	>= 1 an
<b>DETTES</b>			
Dettes financières (Emprunt)	0		
Dettes fiscales et sociales	157 682	118 145	39 538
Autres dettes	12 070	12 070	0
<b>TOTAL</b>	<b>169 752</b>	<b>130 214</b>	<b>39 538</b>

## 6. Variation des fonds propres

Fonds propres à la clôture de l'exercice précédent	529 442
Variations de l'exercice	
Résultat de l'exercice	15 334
Part subv. d'investissement au compte de résultat	-1 800
<b>Fonds propres à la clôture de l'exercice</b>	<b>542 976</b>

## 7. Autres frais caractéristiques

Cette année, nous avons provisionné 5 874,20 € ( dont 1 592,05 € de charges sociales) pour les départs en retraite volontaire des salariés ayant plus de 30 ans et plus de 2 ans d'ancienneté.

Soit un total de Provision Retraite de 39 537,60 € dont 12 196,75 € de charges sociales.

*[Signature]*